

CONJONCTURE

MICHEL CAHEN

LA RENAMO À L'HEURE DE SA SIXIÈME DÉFAITE AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES (15 OCTOBRE 2019)

Le 15 octobre 2019, le Mozambique a connu ses sixièmes élections pluralistes. Pour la sixième fois, la Renamo, l'ancienne rébellion (1977-1992), y a été battue et n'a pas reconnu les résultats, alléguant de fraudes. Le Frelimo, au pouvoir depuis 1975 a remporté ce scrutin avec un score de 73 % auquel personne ne croit. La puissance de ce parti-État est un élément explicatif central, mais il ne saurait être unique. La énième défaite de la Renamo questionne aussi la nature et la culture de ce parti.

Le 15 octobre 2019, le Mozambique a connu ses sixièmes élections générales (présidentielles, législatives et provinciales) depuis les premières en 1992. Pour la sixième fois, la Résistance nationale du Mozambique (Renamo), l'ancienne rébellion (1977-1992), a été battue et n'a pas reconnu les résultats, alléguant de fraudes massives, systématiques et décentralisées. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui mena la guerre anticoloniale (1964-1974), imposa ensuite un régime de parti unique (1975-1990), puis resta hégémonique avec une fusion complète du parti et de l'État, a remporté ce scrutin avec un score de 73 % auquel personne ne croit ni dans le pays, ni au sein de la communauté internationale – dont les chefs d'États ont cependant, les uns après les autres, félicité le vainqueur, Filipe Jacinto Nyusi. La puissance de ce parti-État est évidemment un élément explicatif central, mais il ne saurait être le seul. La énième défaite de la Renamo (selon les résultats officiels) questionne aussi la nature et la culture de ce parti. C'est à cette question que, au travers de conjonctures politiques récentes, cet article cherchera à répondre.

La Renamo a connu une trajectoire allant du militaire au politique. Issue d'un simple groupe guerrier soutenu par la Rhodésie puis l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, elle avait ensuite réussi un enracinement progressif dans la société mozambicaine en profitant du mécontentement provoqué par la politique de modernisation autoritaire du Frelimo dit « marxiste-léniniste ». Désormais dotée d'une vraie base sociale, elle avait procédé avec succès à sa transformation en un parti politique principalement civil à partir d'octobre 1992.

Conjoncture

Les années qui suivirent ont vu la confirmation d'un fantastique retournement politique: le Frelimo « marxiste-léniniste », « parti de l'alliance ouvriers-paysans », est devenu le parti des secteurs les plus modernes de l'élite mozambicaine rentière et du lien stabilisé avec le système-monde capitaliste; la Renamo « anti-communiste » et « pro-capitaliste » est devenue un parti dont la base sociale est constituée essentiellement des secteurs marginalisés et délaissés de la population mozambicaine. La découverte de gigantesques richesses minérales dans le pays au tournant des années 2010 n'a pas modifié cette « inversion » et a au contraire attisé les attentes de la population. Cela a accru le mécontentement face à l'enrichissement de l'élite et à sa corruption, même si la pauvreté n'a pas augmenté en termes absolus – sauf dans les zones où il y a eu des expulsions en raison des grands projets ou victimes des cyclones liés au changement climatique. Que révèle alors la dernière défaite du principal parti d'opposition sur l'étape actuelle de sa trajectoire ?

UN PARTI POLITIQUE POLITIQUEMENT FAIBLE

Le fait de dire que la Renamo est devenue un vrai parti politique – c'est-à-dire un groupe institutionnalisé portant (du moins officiellement) les aspirations d'une base sociale vers le pouvoir, pour éventuellement prendre ce pouvoir – ne signifie pas que ce soit un parti politique politiquement fort. Le processus de civilisation, au sens littéral (« civil-isation » : devenir civil), a été rapide et réel après 1992 mais les militaires ont gardé un poids considérable. En outre, la mentalité au sein du parti est restée militariste: on y obéit et, encore moins qu'au Frelimo, on n'y prend la moindre initiative. Le président précédent, Afonso Dhlakama, mort le 3 mai 2018 d'une crise de diabète dans son refuge montagnoux de Gorongosa, était le véritable maître du parti (*dono do partido*): cela était accepté car il avait été le commandant en chef lors de la période militaire du parti depuis 1979. C'est aussi lui qui avait accès aux financements et centralisait les liens avec les rares soutiens extérieurs en dehors de l'Afrique du Sud. Il pouvait revenir sur des décisions prises par une direction provinciale du parti sans que personne ne se révolte. Il y avait eu, certes, des exceptions: quand il voulut empêcher Daviz Simango, élu en 2003, de se représenter aux élections municipales à Beira (seconde ville du pays) en 2008, cela se solda par une scission et la naissance, en 2009, du Movimento Democrático de Moçambique (MDM); quand il avait demandé aux députés élus en faible nombre aux élections d'octobre 2009 de ne pas accepter leurs investitures en janvier 2010 pour protester contre les fraudes, et donc de perdre leurs postes (et leurs salaires), 16 d'entre eux, dont l'actuel président de la Renamo, Ossufo Momade, avaient refusé et il n'avait pu les

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

exclure. Mais globalement, il était le *dono* du parti et n'avait jamais accepté durablement l'existence d'un numéro deux, trois ou quatre du parti : il n'avait pas préparé sa succession.

Par ailleurs, le fait que la Renamo représente une base sociale composée de segments marginalisés de la population ne lui a pas, jusqu'à présent, permis de concevoir une vraie politique alternative, une autre idée de la nation à construire. Il n'y a pas de différences programmatiques tangibles entre les divers partis politiques existants au Mozambique, même si ceux de l'opposition disent vouloir « gouverner mieux » et « en finir avec la corruption ».

UNE CRISE DE SUCCESSION LATENTE

De ce fait, la mort d'Afonso Dhlakama en mai 2018 aurait pu provoquer immédiatement une crise grave au sein du parti. Elle ne s'est pas produite à court terme. Il y avait cependant déjà des prémisses. Après 2007, lorsque la création de l'« Association des anciens combattants de la guerre pour la démocratie » avait, de fait, été torpillée par Dhlakama (craignant sans doute l'émergence d'un groupe de pression puissant au sein du parti), son pouvoir avait été fortement contesté. À la suite de la perte dramatique des élections de 2009, il avait dû rapidement changer d'orientation¹, quittant Maputo pour Quelimane, puis Nampula, et enfin pour la brousse du massif montagneux de Gorongosa. Il avait ensuite ordonné à ses cadres les plus fiables d'y reprendre du service à partir de 2010 et, surtout, de 2012 et avait fait la promesse d'obtenir des pensions pour tous ceux qui n'avaient pas été inclus dans le processus de DDR des Nations unies². Ainsi y avait-il eu rapidement un rassemblement d'environ 3 000 anciens combattants dans la zone, déçus par les fausses promesses d'intégration, et révoltés par la fraude de 2009 et l'humiliation personnelle de leur chef.

Il avait dès lors adopté une orientation plus radicale en optant pour une « propagande armée ». En effet, le simple fait d'avoir concentré des anciens combattants était inadmissible pour le pouvoir. De graves incidents militaires reprirent, à partir de la fin 2012 et jusqu'en août 2014, dans le centre du pays et en Zambézie. La capacité de résistance de la Renamo accrut considérablement l'espace politique de son dirigeant, Afonso Dhlakama, comme cela a déjà été évoqué. Ce tournant radical allait permettre à la Renamo de doubler son

1. É. Morier-Genoud, « Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016 », *Politique africaine*, n° 145, 2017, p. 153-175 ; M. Cahen, « "Resistência Nacional Moçambicana", de la victoire à la déroute ? », *Politique africaine*, n° 117, 2010, p. 23-43.

2. André Thomashausen, correspondance privée, 20 août 2020.

Conjoncture

score en 2014. Les incidents devaient reprendre début 2015, jusqu'en 2016, la Renamo demeurant cependant un parti légal mais victime d'assassinats ciblés orchestrés par les « escadrons de la mort » du régime.

En effet, dans un contexte où le pays n'a jamais connu un pluralisme politique enraciné et où la culture démocratique est faible, l'aspiration massive des gens n'est pas tant d'avoir « plus de démocratie » ou à « plus de droits dans la République » que d'avoir la possibilité de choisir un bon chef. Or Dhlakama, invaincu militairement lors des reprises du conflit (2012-2014 et 2015-2016) et échappant à toutes les tentatives des escadrons de la mort du pouvoir pour l'assassiner, avait acquis auprès de larges pans de la population l'aura d'un chef. On disait même qu'il avait des pouvoirs magiques : n'avait-il pas échappé miraculeusement à deux grosses embuscades les 12 et 25 septembre 2015 sur les routes de la province de Manica (toutefois au prix de la mort de plusieurs de ses gardes du corps) ? Puis, totalement encerclé par les forces d'intervention rapide dans sa maison de Beira (le 9 octobre 2015), ne s'en était-il pas échappé dès le lendemain en se transformant en perdrix³ ? S'il réussissait à résister au chef officiel (le président de la République d'alors, Armando Guebuza, connu pour sa poigne), c'est qu'il était lui-même un chef, et donc potentiellement un bon chef.

La Renamo conservait une force militaire, qualifiée de « forces résiduelles » dans le vocabulaire officiel des négociations avec le pouvoir, qui entretenait de bons rapports avec les populations environnantes. L'histoire de cette force armée, discrète pendant vingt ans (1992-2012), reste à faire. On peut estimer que la Renamo n'avait volontairement pas démobilisé environ 1 500 hommes⁴, comparés aux 21 979 qui se présentèrent en 1992-1993 aux centres de cantonnement de l'Organisation des Nations unies au Mozambique (Onumuz)⁵. Mais ces « forces résiduelles » vieillissantes posaient aussi un problème majeur, à savoir leur démobilisation et leur réinsertion dans la vie civile, même s'ils n'étaient pas abandonnés⁶. Après les affrontements de 2012-2014⁷, les accords du 5 septembre 2014 permettant à la Renamo de participer

3. La perdrix est le symbole de la Renamo.

4. Ce nombre de 1 500 soldats non démobilisés n'est pas confirmé mais il est cependant fort plausible. Entretiens de l'auteur avec divers responsables de la Renamo.

5. T. Pardoel, *Socio-Economic Profile of Demobilized Soldiers in Mozambique*, Maputo, UNDP, 1994.

6. Selon Manuel de Araujo, maire de Quelimane (Renamo), les soldats des deux bases de la Renamo en Zambézie touchaient mensuellement, de la part de leur parti, un salaire équivalent à celui d'un policier de base (entretien, septembre 2019). Sur les anciens combattants de la Renamo, voir notamment le dernier ouvrage de N. Wiegink, *Former Guerrillas in Mozambique*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020.

7. É. Morier-Genoud, « Proto-guerre et négociations... », art. cité ; M. Cahen, « "Se nos roubar, vamos queimar!" Vers une nouvelle guerre civile au Mozambique ? » [en ligne], blog LAMenparle, 21 janvier 2015, <<http://lamenparle.hypotheses.org/162>>, consulté le 12 octobre 2020 ; J. Pearce,

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

à la campagne électorale pour le scrutin du 15 octobre suivant n'avaient nullement résolu le problème de la démobilisation. Après les affrontements de 2015-2016⁸, les nouveaux accords, dits de « Paix définitive » du 6 août 2019 entre le gouvernement et la Renamo ne le résolurent pas non plus. Le fait que le texte de cet accord ait d'abord été gardé secret et qu'il ne contienne aucune mesure pour une vraie réintégration sociale des anciens combattants montre qu'il s'agissait principalement, comme en 2014, de permettre à la Renamo de participer aux élections. L'absence de vision à plus long terme a immédiatement été durement critiquée par des observateurs⁹. Les détails techniques furent négociés par la suite mais le rapport de force devint alors bien plus défavorable pour la Renamo.

La Renamo ne donna que tardivement la liste nominale de ses guérilleros, souhaitant auparavant avoir des garanties formelles sur leur réinsertion dans la police ou l'armée, ou l'octroi de pensions de retraite à ses anciens combattants (comme en reçoivent les anciens combattants du Frelimo). De son côté, le Frelimo exigea toujours cette liste avant d'avancer sur les autres points... Or, surprise, cette liste incluait 5 221 noms¹⁰ dont on peut questionner l'origine. Elle est probablement composite : d'une part, on peut supposer que des enfants-soldats non reconnus comme démobilisés en 1992-1993, car sans doute vraiment trop jeunes pour être présentables, entre-temps devenus adultes, y ont été inclus. D'autre part, la médiane d'âge de ces 5 221 anciens combattants étant de 53 ans en 2019¹¹, leur âge médian était donc de 26 ans en 1992. Cela signifie probablement que la majeure partie de ces « néo-anciens combattants » sont issus des rangs de guérilleros bel et bien démobilisés en 1992-1993, mais qui n'ont ensuite pas réussi à se réinsérer dans leurs villages d'origine. En général, les familles et les lignages avaient bien accueilli leurs retours malgré les conditions parfois atroces de leur recrutement¹² : les cérémonies religieuses

« History, Legitimacy, and Renamo's Return to Arms in Central Mozambique », *Africa*, vol. 90, n° 4, 2020, p. 774-795.

8. F. Guilengue et M. Cahen, « Mozambique is Suffering a Military Expression of a Political Problem » [en ligne], *International Politics*, n° 1, 2016, <http://www.rosalux.co.za/wp-content/uploads/2016/05/2016-Mozambique-Military-Expression-Political-Problem-IP-01_2016.pdf>, consulté le 12 octobre 2020.

9. Notamment A. Thomashausen, « Peace Deal Ignores Economic and Social Reintegration of Demobilised Men » [en ligne], Club of Mozambique, 14 août 2019, <<https://clubofmozambique.com/news/peace-deal-ignores-economic-and-social-reintegration-of-demobilised-men-thomashausen-139291/>>, consulté le 12 octobre 2020.

10. La Renamo a déclaré seize bases militaires dans le pays, dont la première fut « désactivée » le 13 juin 2020. Voir « Encerrada primeira base militar da Renamo », *Mediafax*, n° 7090, 15 juin 2020, p. 6.

11. Donnée transmise par Nikkie Wiegink.

12. La Renamo a bénéficié de recrutements volontaires et parfois enthousiastes (C. Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 ; M. Cahen, « Não somos bandidos ». *A vida diária de uma guerrilha de direita: a Renamo na época do Acordo de Nkomati (1983-1985)*,

Conjoncture

nécessaires pour apaiser la colère des esprits vengeurs des personnes restées sans sépulture tuées par ces guérilleros avaient été faites avec succès en 1992-1993¹³. Cependant, par la suite, la reprise en main de tout le pays par le Frelimo et sa police secrète, ainsi que le néopatrimonialisme, rendant la vie plus facile pour ceux qui avaient la carte du bon parti et très difficile pour les personnes connues pour être des membres de la Renamo, ont poussé d'anciens guérilleros à retourner, avec les familles qu'ils avaient fondées, dans leurs anciennes bases, devenues villages d'anciens combattants, y (re)devenant des paysans armés mais obéissant fidèlement à leur ancien commandant en chef.

Donc, au moment où Dhlakama meurt, la composante militaire de la Renamo est encore une réalité prégnante, avec un état-major général dirigé par le général Timoss Maquinze secondé par d'autres généraux comme Mariano Nhongo (ou Nyongo), qui était le bras droit de Dhlakama dans son refuge de Gorongosa, ou Josefa Isaias de Sousa. Nhongo avait notamment organisé la remise des armes aux autorités quand Dhlakama avait été assiégé dans sa résidence de Beira après avoir été victime d'une tentative d'assassinat par les forces gouvernementales. C'est également lui qui organisa la fuite par la mer du président de la Renamo dès le lendemain, à la barbe des militaires qui encerclaient la résidence. On l'a dit, il y avait sans doute autour de 1 500 guérilleros répartis entre les seize bases de Gorongosa, Tete, Zambézia et, plus tard, Inhambane (avec le colonel Machava), tandis que le reste des 5 221 se trouvaient dans de simples villages d'anciens combattants.

Mais cette réalité militaire n'avait aucune existence « légale » dans les statuts du parti, totalement civils, qui ne prévoient pas vraiment de procédure pour la succession du *líder* en dehors d'un congrès. Officiellement, l'organe supérieur du parti est un Conseil national de 100 membres élus en congrès, mais il ne se réunit pas souvent (selon les statuts, deux fois par an, mais ce fut loin d'être respecté). La Commission politique nationale (CPN), formée du président et de dix membres élus par le Conseil (en pratique sur proposition du président), se réunit tous les mois et chaque fois que c'est nécessaire.

Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2019), mais elle a aussi opéré des recrutements contraints, parfois dans des conditions abominables (par exemple en forçant un enfant à tuer ses parents devant la communauté villageoise assemblée : cet enfant n'allait ensuite plus jamais fuir des rangs de la guérilla).

13. Dans les religions du Sud et du Centre du Mozambique, l'esprit d'une personne décédée restée sans sépulture ne peut rejoindre le monde normal de l'au-delà et ère indéfiniment, cherchant alors à se venger des vivants. Voir A. M. Honwana, *Espíritos vivos, tradições modernas. Possessão de espíritos e reintegração social pós-guerra no Sul de Moçambique*, Lisbonne, Ela por Ela, 2003 ; V. Igreja et E. Skaar, « "A Conflict Does not Rot": State and Civil Society Responses to Civil War Offences in Mozambique », *Nordic Journal of Human Rights*, vol. 31, n° 2, 2013, p. 149-175 ; C. Jacobs, *Plurality of Religion, Plurality of Justice: Exploring the Role of Religion in Disputing Processes in Gorongosa, Central Mozambique*, Thèse de doctorat, Wageningen, Wageningen University, 2010.

UN MILITAIRE, MAIS QUEL MILITAIRE ?

Très vite, il est apparu qu'il était trop tôt pour nommer un civil et il y eut (presque) consensus sur ce point. Cette nécessité est liée à plusieurs facteurs. D'une part, il faut tenir compte du poids psychologique maintenu de la « guerre pour la démocratie » dans la Renamo (mais de moins en moins dans la population largement renouvelée depuis 1992) puisque la légitimité de l'ancienne guérilla est liée au fait d'avoir obligé, par la guerre, le Frelimo à accepter le pluralisme partisan – dans un mouvement né avec l'aide de la Rhodésie et ensuite soutenu par l'Afrique du Sud de l'apartheid, la question de la légitimité a toujours été centrale¹⁴. D'autre part, comme on l'a vu, la mentalité dans le parti était restée très « militariste », avec une organisation interne plus axée sur l'obéissance que sur l'initiative¹⁵. Enfin, la Renamo n'avait jamais eu que deux chefs suprêmes qui avaient tous deux été des militaires : André Matsangaissa de 1977 à 1979, et Afonso Dhlakama depuis 1979. Passer d'une présidence militaire si longue à une présidence civile, alors que la mort soudaine du *líder* était un facteur de crise, parut inopportun. Comme le dit sur Facebook l'un des dirigeants : « *Vamos confiar num nosso general* » (« Nous allons accorder notre confiance à un de nos généraux »). Après la mort de Dhlakama, la CPN se réunit trois jours plus tard, officiellement pour organiser les funérailles. Mais dès le début de la réunion, la députée Gania Aly Abdula Mussagy, grande amie d'Ossufo Momade, proposa qu'un « coordinateur intérimaire » – fonction non prévue dans les statuts – fût nommé en la personne d'Ossufo Momade¹⁶. Pourquoi si vite ? Pourquoi lui ? À la première question, on peut répondre du fait d'une peur de la division et du désordre, et d'une méfiance vis-à-vis d'une direction provisoire collective dans un parti qui avait toujours obéi à un seul homme.

La réponse à la seconde question est plus complexe. Dans les rangs de la Renamo depuis décembre 1978, Ossufo Momade avait été un grand général dans le Nord du pays pendant la guerre civile. Il fut ensuite responsable des relations avec les notables musulmans – il est originaire d'Ilha de Moçambique, lui-même musulman et macua, le grand groupe ethnique du Nord du pays – et secrétaire général de la Renamo (2007-2013), mais ceci ne signifie nullement qu'il était numéro deux du parti, cette fonction étant totalement technique, sans autonomie aucune. Il était député depuis quatre mandatures mais sans activité notable au parlement. Il semble d'ailleurs que

14. M. Cahen, « Les "bandits armés" du Mozambique. De la légitimité dans une guérilla de droite », 20 & 21. *Revue d'histoire*, n° 141, 2019, p. 128-142.

15. M. Cahen, « "Resistência Nacional Moçambicana"... », art. cité.

16. Entretien avec un dirigeant de la Renamo, Maputo, 9 septembre 2019.

Conjoncture

Dhlakama ne l'appréciait plus particulièrement les dernières années¹⁷ et qu'il s'était fait mal voir des militaires dans la base de Gorongosa car ses séjours y avaient toujours été très brefs (quelques jours, selon lui pour raisons de santé), alors que d'autres dirigeants civils mettaient un point d'honneur à y rester des semaines. Néanmoins, justement parce que la CPN était largement une instance « poudre aux yeux » du temps de Dhlakama, et donc civile, il se trouve qu'Ossufo Momade y était le seul militaire. Je pense que ce fut l'argument décisif.

Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il était représentatif de l'état-major général et des autres militaires. Il n'y avait pas de faction(s) militaire(s) au sein de la Renamo, mais certainement une différenciation devenue sociale et culturelle entre les hauts gradés qui avaient été démobilisés en 1992-1993, parfois intégrés dans l'armée nationale, jouissant des avantages de la ville et de bonnes retraites, et ceux toujours restés en brousse¹⁸. L'autorité de Dhlakama ne fut jamais contestée ouvertement par les militaires, sauf peut-être lors de l'affaire de l'association des anciens combattants déjà évoquée. Ce qui est certain est que les militaires non démobilisés, qui sont toujours restés en brousse et qui ne se sont jamais installés en ville, ne furent pas satisfaits du tout de cette nomination rapide d'Ossufo Momade, exemple typique d'un « militaire de la ville ». Ils convoquèrent une nouvelle réunion qui eut lieu à Gorongosa le 3 juin 2018, un mois après la mort de Dhlakama, demandant aux membres présents pour quelle raison ils avaient fait leur choix si vite et sans les consulter. Ils annoncèrent également qu'ils veilleraient au fait que les procédures de DDR, encore en cours de négociation mais dont le principe avait été accepté par Dhlakama en préparation de l'accord de « Paix définitive » (qui fut signé après sa mort), soient strictement respectées et qu'ils tueraient quiconque y dérogerait. Après la réunion, ils laissèrent partir tous les membres... sauf Ossufo Momade. Cela fut maquillé en décision de la CPN, annoncée par le porte-parole Alfredo Magumisse et non par l'intéressé lui-même. Ce dernier resta dès lors dans la brousse. Néanmoins, même à Gorongosa, Ossufo Momade réussit à agir, en particulier pour la préparation du VI^e Congrès – ce qui montre que la majorité des militaires lui restèrent fidèles.

17. Conversation téléphonique avec un ancien dirigeant de la Renamo, Johannesburg, 20 octobre 2019.

18. Par ailleurs, une bonne partie des militaires du rang intégrés dans l'armée nationale avaient rapidement été ostracisés, mis à la retraite d'office, etc. Cette question de la « re-réintégration » de ces soldats fut et reste une des questions les plus épineuses des négociations de DDR.

LA DISSIDENCE DE LA JUNTA MILITAR

Après une « campagne électorale » interne assez tendue, Ossufo Momade fut légitimé par le VI^e Congrès de la Renamo réuni dans les montagnes de Gorongosa les 15-17 janvier 2019¹⁹, mais dans des conditions qui restent floues. O. Momade n'était pas du tout à la tête d'une faction, civile ou militaire, au sein de la Renamo avant sa nomination au poste de coordinateur provisoire, mais son ascension rapide après la mort de Dhlakama a certainement reflété la réalité civile de la Renamo, un mouvement militaire certes né au Centre-Sud du pays (provinces de Manica et Sofala) mais dont les bastions étaient maintenant, au moins sur le plan démographique, dans les provinces du Centre-Nord (Tete, Zambézia) et du Nord (Nampula, zone côtière du Cabo Delgado).

Auparavant, il était admis que toutes les provinces étaient représentées par le même nombre de délégués, sans doute afin d'éviter des « pesanteurs » ethniques qui auraient pu déstabiliser Afonso Dhlakama dont la province (Sofala) n'est pas la plus peuplée. Au congrès de janvier 2019, ce principe ne fut pas de mise. Les principales délégations furent donc celles de la Zambézie et de Nampula, majoritairement d'ethnicité macua et favorables à O. Momade. Cela laisse transparaître une capacité non négligeable de contrôle de la part de Momade avant même le congrès. Il fut élu à mains levées par 410 mandats contre 238 pour son principal rival, Elias Dhlakama, militaire réintégré dans les forces armées mozambicaines, frère d'Afonso Dhlakama et donc d'ethnicité ndau²⁰. Les candidats élus et battus se donnèrent l'accolade à la tribune du congrès, dans l'optique d'une collaboration, mais on ne peut pas dire qu'elle fut suivie. Certains s'attendaient notamment à ce que E. Dhlakama fût nommé secrétaire général, ce qui ne se produisit pas. Dans les semaines qui suivirent, une bonne partie des « dhlakamistes » furent écartés dans les provinces. Cela ne signifie pas qu'O. Momade avait déjà construit une faction politique mais provient plutôt du verticalisme traditionnel dans la Renamo : le chef veut des collaborateurs qu'il peut contrôler. Mais cela peut produire des factions.

Même élu au congrès, Ossufo Momade resta plusieurs mois encore dans la Serra de Gorongosa, peut-être désormais volontairement ou pour régler

19. « Ossufo Momade eleito presidente. Renamo votou moderção », *Savana*, n° 1306, 18 janvier 2019, p. 1-5.

20. Les Vandau sont un groupe ethnique de la grande famille chona (shona) dans le centre du pays (entre les rios Save et Pungué). Ils sont célèbres notamment sur le plan religieux, leurs esprits étant réputés puissants et guerriers. Dhlakama étant ndau, une partie des dirigeants militaires étaient, plus que proportionnellement à la faible importance démographique de ce groupe, issus de ce même groupe ethnique. On ne saurait en conclure que la Renamo fut une guérilla ethnique ndau (pas plus que le Frelimo ne fut un mouvement de libération maconde).

Conjoncture

ses comptes avec une partie des militaires²¹, et dans l'attente de la signature de l'accord de « Paix définitive » avec le gouvernement. En effet, légitimé par le congrès, il avait maintenant le pouvoir de remanier les hiérarchies civiles et militaires du parti. En prenant comme argument l'urgence liée à l'approche des élections, il nomma partout des *delegados* provinciaux (qui étaient normalement élus), ce qui, au moins dans la province de Sofala, provoqua une vraie crise. Sur le plan militaire, Momade maintint le général Timoss Maquinze à la tête de l'état-major général, mais remplaça de nombreux autres généraux, marginalisant des fidèles de Dhlakama et, dit-on, en en faisant arrêter certains – le bruit courut qu'ils avaient été exécutés²². Dans le même temps, les négociations pour le processus de DDR se déroulaient et il n'y associa nullement les « militaires de la brousse ». Il proposa une première liste de militaires hauts gradés à démobiliser, qui étonna jusqu'au président de la République puisqu'elle incluait des officiers déjà intégrés dans l'armée nationale ou à la retraite, et vivant déjà en ville²³. Cela fut ressenti comme une agression par une partie des militaires de la brousse et marqua le point de départ de leur dissidence.

Les accords de « Paix définitive » du 6 août 2019 n'apportèrent donc nullement de solutions à la question de la DDR et tout sembla être en place pour que la situation de 2014 se reproduise : permettre simplement à la Renamo de participer à la campagne électorale sans perdre la face. Si la Renamo était prête à signer ces accords militaires, ainsi que les accords de ce que l'on peut appeler la « décentralisation centralisatrice », c'est qu'elle était persuadée de gagner les élections tant le discrédit du Frelimo et du président Nyusi était flagrant au sein de la population.

Mais Ossufo Momade n'ayant pas associé les militaires d'active (et moins encore les militaires proches d'A. Dhlakama) à la rédaction concrète de l'accord de DDR, la teneur de cet accord ne fut connue que lorsqu'il devint un projet de loi. Les députés de la Renamo eux-mêmes ne le découvrirent qu'à ce moment – et votèrent en sa faveur, certains en rechignant mais en respectant la discipline du parti. La dissidence militaire, amorcée juste après le congrès et surtout à partir de juin 2019, fut consommée le 17 août 2019 avec l'officialisation d'une *Junta militar da Renamo* et la proclamation de la

21. Le bruit courut cependant qu'il était en fait l'otage de militaires mécontents. A. Catueira, « Rebelião na Renamo. Ossufo sitiado na Gorongosa », *Savana*, n° 1327, 14 juin 2019, p. 1 et 4.

22. « Execuções sumárias na Renamo? Carta Aberta », 8 juin 2019. L'exemplaire de ce document auquel j'ai eu accès ne porte aucune signature, mais il ne fait pas de doute qu'il fut écrit par ceux qui, quelque temps plus tard, entrèrent ouvertement en dissidence.

23. Ce choix s'explique sans doute par la volonté de faire obtenir à ces militaires des promotions rétroactives alors qu'ils avaient été marginalisés, ou au moins défavorisés, au sein de l'institution depuis 1993, mais il ne s'agissait donc pas d'une vraie démobilisation.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

destitution d'Ossufo Momade de la présidence de la Renamo, de la nullité de toutes ses décisions et de la nécessité d'un nouvel accord de DDR avec le gouvernement. Cette junte élit le général Mariano Nhongo comme président, le lieutenant-colonel João Machava comme porte-parole et inclut également en son sein André Matsangaísa Jr, le neveu du premier commandant en chef de la Renamo (1977-1979). Ce qui est certain, c'est que la démobilisation qui aurait dû être achevée le 20 août 2019 avec le cantonnement des soldats de la Renamo n'avait, à cette date, pas commencé et n'avança pas pendant toute la période électorale.

LES DIFFICULTÉS DE LA JUNTA MILITAR AVANT ET APRÈS LES ÉLECTIONS

Mais il convient d'évoquer la nature de cette *Junta* et sa représentativité. On lit souvent que l'« aile militaire » de la Renamo a fait défection alors qu'en fait seulement une partie de l'aile militaire a fait défection. Par exemple, lors de ma mission, je n'ai pas appris que les deux grandes bases militaires de Zambézie (dans les districts de Mopeia et de Morrumbala) étaient passées du côté des dissidents. De même, les seize bases intégrées au processus officiel de DDR restent légitimistes. De plus, la réunion de la *Junta* élisant Mariano Nhongo comme président ne parvient pas à réunir plus de 80 personnes. Sa représentativité est très certainement plus grande car il faut tenir compte des difficultés matérielles liées à l'organisation d'une réunion pour un groupe doublement clandestin (vis-à-vis du pouvoir et de la Renamo officielle), mais il ne s'agit certainement pas plus que de quelques centaines d'hommes.

La *Junta* déclara qu'elle empêcherait la tenue des élections d'octobre 2019 si le gouvernement ne négociait pas un nouvel accord de DDR avec elle. Cela démontra la faiblesse de ses analyses politiques : ce n'est pas parce qu'elle était mécontente de la DDR pour elle qu'elle obtiendrait un soutien populaire pour l'annulation de la tenue des élections ! De toute manière, la *Junta* ne put rien faire concrètement en ce sens. Elle déclara qu'elle reprendrait la guerre – ce qui démontrait bien la nature privée de son raisonnement (on ne reprend pas une guerre dans tout le pays simplement parce que, en tant que groupe, on veut renégocier sa propre démobilisation !) – mais elle ne le fit pas et, s'il y eut des incidents de plus en plus fréquemment (voitures et bus pillés dans le centre du pays, avec parfois des morts), j'ai personnellement des doutes sur les auteurs d'au moins une partie de ces incidents. Du reste, Mariano Nhongo les dément la plupart du temps, tout en en reconnaissant certains. Par ailleurs, il ne semble pas que le gouvernement ait réellement cherché à entrer en contact avec la *Junta* pour la réintégrer au processus de

Conjoncture

DDR. Très récemment, ce sont diverses ONG qui se sont coalisées pour créer un « groupe de contact²⁴ ».

On l'a vu, il semble fort plausible que la majorité des militaires continuent d'espérer leur inclusion dans le schéma de DDR et aient intérêt à rester fidèles à Ossufo Momade. Le lieutenant-colonel João Machava, qui a un groupe d'environ 200 guérilleros dans la province d'Inhambane (au Sud) et avait été nommé porte-parole de la *Junta*, est repassé à la Renamo (notamment pour que ses soldats puissent bénéficier de la DDR). Quelques autres guérilleros de la *Junta* ont accepté d'être démobilisés. Néanmoins, la *Junta* est restée jusqu'à aujourd'hui un facteur de tension militaire dans le centre du pays (Sofala, Manica et Tete) et garde de toute évidence des sympathisants à la base de la Renamo. Mariano Nhungo lui-même n'a pas été retiré par la Renamo de la liste des militaires de l'état-major à démobiliser.

LA RENAMO ET SON CHEF PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Mes observations au plus près, et dans la Renamo en septembre et octobre 2019, m'amènent à penser que, malgré les tensions du côté des militaires, la présidence d'Ossufo Momade a été bien acceptée par la majorité des militants (sauf peut-être à Sofala) et par la population. Les gens venaient aux meetings de la Renamo, notamment pour découvrir le « nouveau chef », et l'applaudissaient à tout rompre. Ce dernier a par ailleurs voulu apparaître comme un chef capable d'entendre les dirigeants intermédiaires et de base²⁵. Je n'ai pas noté une plus faible affluence aux rassemblements populaires de la Renamo entre 2014 et 2019, ce fut peut-être même l'inverse.

Mais des nuances étaient observables : si les discours d'Ossufo Momade étaient une copie conforme de ceux d'Afonso Dhlakama lors de la campagne électorale précédente (2014), même dans la technique oratoire et gestuelle, en revanche, la présence des dirigeants locaux était bien plus affirmée, notamment des candidats au poste de gouverneur des provinces. Il est vrai que la Renamo comptait fermement obtenir entre trois et cinq provinces – celles où elle avait été majoritaire en 2014 – dans le cadre des accords de décentralisation qui devaient lui permettre d'obtenir des gouvernorats même en cas de défaite nationale.

24. « Sociedade Civil defende criação de grupo de contacto para diálogo com Junta Militar », *Jornal Ponto Certo*, 10 juillet 2020, p. 6.

25. Nombreux entretiens et discussions avec des responsables de la Renamo en septembre et octobre 2019.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

Il n'empêche qu'il apparut clairement qu'Ossufo Momade n'était pas, comme Afonso Dhlakama, le *dono do partido*, mais seulement le *presidente do partido*. L'importance relative du parti par rapport à son *líder* s'est donc accrue. Mais on ne peut néanmoins pas dire qu'il se rapproche du Frelimo sur ce point, qui a déjà eu quatre présidents différents depuis 1975 (et cinq depuis sa fondation, contre deux pour la Renamo jusqu'en 2018). Le Frelimo a certes eu des présidents autoritaires mais, aux moments clés, le parti prima toujours sur le président. En revanche, la Renamo n'a nullement rompu avec l'idée que le candidat à la présidentielle (et donc le potentiel président de la République) devait être le président du parti, maintenant ainsi l'idéologie de la fusion au plus haut niveau entre parti et État.

Il y a aussi une continuité à un autre niveau : le « rang » donné au Président reste toujours « suprême ». Il est appelé « Son Excellence » même par ses collaborateurs les plus proches et un protocole étouffant règle ses gestes, tout comme du temps d'Afonso Dhlakama. La mentalité militariste du parti reste en contradiction flagrante avec sa nature civile et avec sa revendication démocratique.

LA RENAMO SUR LA DÉFENSIVE

Même si cet article ne porte pas sur les élections en tant que telles, il faut rapporter certains éléments sur la Renamo à ce moment-là. Elle était convaincue d'obtenir au moins une victoire partielle, c'est-à-dire de gagner les gouvernorats de trois à cinq provinces. Il me semble même qu'au cours de la campagne électorale, vu l'ampleur des masses humaines qui accouraient à ses meetings même dans les lieux les plus modestes, Ossufo Momade s'était mis à croire en sa victoire personnelle. La déroute – selon les résultats officiels, 21,88 % des voix pour lui, seulement 60 députés sur un total de 250, aucune province – a été une humiliation personnelle. Pour l'instant cependant, cela n'a pas vraiment affaibli sa position au sein du parti, faute, il est vrai, d'un dirigeant offrant une alternative crédible.

Le candidat à la présidentielle du Frelimo, Felipe Nyusi, a gagné avec 73,46 % des voix, au lieu des 57 % de 2014. Gagner était une chose, mais c'en était une autre que d'accroître son résultat de 27 points quand, de l'avis de tous, les grands scandales de corruption au sommet, la richesse insolente de l'élite, les expulsions de paysans pour les grands projets, la croissance des attentes d'amélioration sociale et l'incapacité à vaincre la rébellion djihadiste dans le Nord avaient profondément décrédibilisé le Frelimo, dont le président était contesté en interne par l'ancienne garde guebuziste et par

Conjoncture

la jeune garde rassemblée autour de Samora Machel Jr²⁶. Ce score de 73 % n'était très certainement pas souhaité par la direction centrale du Frelimo du fait de sa faible crédibilité. Le fait que la Renamo puisse gagner quelques provinces était également considéré comme un facteur de stabilité dans le pays, un « *sustainable elite bargain* » comme l'écrit Alex Vines²⁷.

Mais il fallait au moins gagner les élections au niveau national et il semble bien que le Frelimo, à un moment, ait eu peur. Il mit donc en place une fraude diversifiée, décentralisée, généralisée et élaborée, souvent techniquement différente de celle opérée lors des élections antérieures. Le point de départ en avait été les élections municipales d'octobre 2018 au cours desquelles des fraudes ouvertes, presque caricaturales, avaient été observées mais n'avaient pas été condamnées par les plus hautes instances judiciaires du pays : c'était le signal du sommet du parti à sa base que, pour les élections générales de l'année suivante, on « pourrait y aller ». La fraude a débuté avec le recensement électoral (sous-estimation et recensement tardif et sélectif dans les provinces hostiles, surestimation dans la fidèle province de Gaza). Elle s'est poursuivie par des intimidations avant les élections (y compris à travers des violences et des meurtres), par le recueil de cartes électorales, ou, bien plus encore, par le simple recueil des numéros de ces mêmes cartes qui permirent, même avant les élections, de savoir qui était sympathisant ou non (du fait de l'accord facile ou réticent, voire le refus, de donner le numéro aux agents du Frelimo) : cela permit, le jour des élections, de savoir exactement qui avait déjà voté et qui ne l'avait pas encore fait et, en contactant ces personnes (« Nous savons que vous n'avez pas encore voté », etc.), de donner aux gens l'impression que le Frelimo « savait tout » et saurait donc pour qui ils allaient voter. Il y eut encore le refus d'accréditer des milliers d'observateurs mozambicains indépendants (environ la moitié) et l'accréditation de milliers d'« observateurs » membres du Frelimo l'avant-veille du scrutin. Le jour même, de nombreux votes doubles ou multiples ont été relevés, accompagnés d'actes de violences (par la police ou même l'armée) quand un délégué de l'opposition protestait (« faisant désordre » et étant donc arrêté), d'intervention de la police pour disperser les électeurs restés à la limite légale des 300 mètres du bureau de vote pour au moins éviter que les urnes ne soient emportées et « modifiées », et finalement d'une fin de non-recevoir à tous les recours que l'opposition tenta de soumettre. Le maire de Quelimane (Renamo) a d'ailleurs qualifié ce scrutin d'« authentique coup

26. Samora Machel Junior est l'un des fils de Samora Machel, président de la République de 1975 à 1986.

27. A. Vines, *Prospects for a Sustainable Elite Bargain in Mozambique. Third Time Lucky?*, Research Paper, Londres, Chatham House, août 2019 (version actualisée en portugais : *As perspectivas de um Acordo sustentável entre as Elites em Moçambique. A terceira é de vez?*, septembre 2019).

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

d'État militaire²⁸». Il faut noter que le résultat officiel pour la participation est de 51,84 % des inscrits pour les présidentielles et légèrement moins pour les législatives (51,41 %) et les provinciales (51,29 %). Ces chiffres officiels tiennent évidemment compte des gens qui ont voté sans le savoir et du sur-recensement dans la province de Gaza²⁹ (des observateurs indépendants mozambicains ou internationaux y ont mentionné des bureaux de vote avec une affluence infime alors que leurs procès-verbaux donnaient une très forte participation et une très forte majorité au Frelimo...). La participation réelle a donc très certainement été inférieure à la moitié des inscrits. Il faut néanmoins noter que, quels que soient les taux de participation, à partir du moment où le Frelimo avait la majorité, la manipulation du recensement (sous-recueil dans les provinces ou les localités proches de l'opposition et sur-recueil dans celles favorables au pouvoir) augmentait automatiquement le nombre de ses députés puisque le nombre de sièges par province était basé sur les résultats de ce recensement.

Cette fraude diversifiée a « trop bien » marché : même les provinces qui ont toujours voté largement pour l'opposition se retrouvèrent avec des scores écrasants en faveur du Frelimo (comme en Zambézia où le Frelimo obtint plus de 65 % des voix). La gêne de F. Nyusi fut perceptible dans les premiers jours après le scrutin et, pendant quelques jours, il laissa même déférer devant les tribunaux quelques fraudeurs de son parti qui avaient pourtant agi après y avoir été incités... La plupart du temps, les sections locales du Frelimo ne furent pas autorisées à organiser des fêtes pour la victoire. Si, avec la fraude, le Frelimo avait gagné avec 55 %, personne n'y aurait prêté attention malgré les protestations de l'opposition. Avec 73 %, c'était autre chose..., et le *bargain* avec la Renamo était caduc puisqu'il n'y avait plus rien à partager. Néanmoins, les institutions de la communauté internationale ont toutes accepté le résultat des élections même si l'Union européenne est sans doute celle qui a publié le rapport le plus critique.

UNE CONTRADICTION STRUCTURELLE AU SEIN DE LA RENAMO

Mais la question est la suivante : pourquoi la Renamo a-t-elle été si peu capable de prévoir et d'empêcher ces fraudes, au moins en partie ? Tout d'abord, il faut remarquer une fois de plus que la Renamo est incapable d'organiser

28. Manuel de Araújo, correspondance privée, 30 novembre 2019.

29. Selon le rapport final d'observation électorale de l'Union européenne, le nombre d'électeurs recensés dans la province de Gaza a pratiquement doublé (+97,2 %) entre 2014 et 2019. União Europeia, Missão de observação eleitoral, *Relatório final. Eleições gerais e das assembleias provinciais, 15 Outubro 2019*, Maputo, República de Moçambique, 12 février 2020, p. 34.

Conjoncture

des mobilisations qui ne soient pas strictement électorales. Lors des fraudes flagrantes aux élections municipales de l'année antérieure, sa réaction avait été plus que timorée. Par exemple, elle se laissa confisquer Matola – la troisième ville du pays – sans réagir en organisant une mobilisation de masse (à l'inverse de Quelimane pour des raisons locales³⁰). Quand commencèrent à se préciser les estimations et que la victoire écrasante du Frelimo ne fit plus de doute, la Renamo ne fit rien du tout en attendant la confirmation, restant en état de sidération. Pourtant, un nombre considérable de jeunes étaient prêts à manifester comme certains l'avaient déjà fait spontanément lors de la fraude aux élections municipales. Ce n'est que bien plus tard, après la publication officielle des résultats par le Conseil constitutionnel le 23 décembre 2019, qu'elle annonça qu'elle organiserait des manifestations à travers le pays, dont aucune n'a eu lieu à ce jour. Puis elle annonça que son Conseil national allait débattre du futur de ses 60 députés élus : devraient-ils refuser d'accepter l'investiture afin de laisser un parlement à 100 % Frelimo (si le MDM en décidait de même) ? C'est ce qu'avait essayé d'imposer Dhlakama en 2010 pour protester contre les résultats de 2009, mais on a vu qu'il n'avait pas pu imposer sa décision. Ossufo Momade, qui, député, avait refusé l'ordre de Dhlakama en 2010, n'avait pas l'autorité morale pour imposer un refus d'investiture, à supposer qu'il y fût favorable.

Je crois que le principal problème de la Renamo est sa contradiction interne : c'est un parti civil mais qui fonctionne comme une armée. Comme je l'ai dit, personne ne prend d'initiatives (sauf situations locales bien spécifiques comme à Quelimane), tout le monde attend les ordres. Ainsi, entre deux élections, la Renamo ne se construit pas comme un parti civil en défendant quotidiennement les gens contre l'arbitraire du Frelimo local, elle ne renforce pas ses équipes locales, elle laisse en pratique le parti-État rétablir le pouvoir absolu que le moment électoral ébranle un peu tous les cinq ans. Certes, les ordres reçus étaient de former des équipes de scrutateurs. Mais quelques jours avant le scrutin, la Renamo était très souvent encore en train de débiter ces sessions de formation³¹. Il est vrai que c'est une tâche difficile pour un parti dont les membres civils sont issus des strates les plus pauvres de la population et qui a peu de cadres. Elle a quand même réussi à mobiliser 31 260 délégués

30. La très solide implantation locale de Manuel de Araújo (maire) et sa trajectoire différente par rapport à la « tradition Renamo » avaient permis une authentique mobilisation urbaine inviabilisant la fraude en cours. Elle aurait provoqué des émeutes importantes si le pouvoir n'avait pas reculé à temps. Membre du Movimento Democrático de Moçambique, il avait rejoint la Renamo avec une bonne partie de ses partisans à la veille des élections municipales de 2018. Or le MDM était bien structuré dans la ville.

31. Observation personnelle en Zambézie, pourtant bastion de la Renamo.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

de listes (39 892 pour le Frelimo et 22 256 pour le MDM), mais cela ne signifie pas qu'ils aient été bien formés et préparés pour répondre à des situations de forte intimidation. Je crois que l'inexistence de la Renamo *en dehors* des périodes électorales, au niveau local, est un élément majeur de la faiblesse de ce parti *lors* des périodes électorales : le parti n'a pas une vie vraiment permanente à la base, sauf, partiellement, là où il a des élus municipaux. En fait, presque trente ans après la fin de la guerre civile, la Renamo paye encore ses origines guerrières et garde des réflexes liés à la période où elle existait dans la clandestinité.

Il y a aussi évidemment des difficultés politiques extérieures à la Renamo : la population est habituée à la fraude massive, elle a peur. Dès que la victoire du Frelimo commença à être connue, la plupart du temps, la résignation et le désintérêt l'emportèrent très vite. Or on a besoin d'espérer pour protester. Même à Quelimane, ville dont le maire est Renamo et où une vraie mobilisation avait permis de sauver la victoire aux municipales de 2018, un « silence total » régnait le lendemain des élections³². Mais si la Renamo avait annoncé avant le scrutin des manifestations massives en cas de fraude, au lendemain du scrutin, il aurait pu en aller autrement.

Cependant, si l'« urbanisation » de la direction de la Renamo a contextuellement été une faiblesse, surtout pour la gestion de la question militaire en interne, elle fait d'Ossufo Momade un dirigeant « quasi civil », qui est plus en adéquation avec la réalité actuelle du mouvement. Quant à l'urbanisation générale de la Renamo, elle est, potentiellement un atout dont je discute en fin d'article.

6 AOÛT 2020, UNE DÉMOBILISATION NON RÉSOLUE

Même si depuis juin 2020 le processus de DDR a commencé à avancer, on peut dire que, pour le premier anniversaire des accords de « Paix définitive » du 6 août 2019, la question était loin d'être réglée.

Le processus commença par hiberner complètement durant neuf mois – et était donc au point mort pendant les élections générales puis lorsqu'arriva l'épidémie du Covid-19. Il ne commença à reprendre, avec le désarmement de 38 militaires et la désactivation d'une des seize bases³³, que le 4 juin 2020. Le processus s'est accéléré ensuite et, à la mi-juillet, environ 350 guérilleros

32. Corinna Jentsch, « "A Total Silence": Zambézia after the Mozambican Elections 2019 », communication non publiée à la table-ronde de l'Ifri « *Le Mozambique en crises* », Paris, 23 janvier 2020 ; « Quelimane: Reina um silêncio total », *Txopela*, 22 octobre 2019.

33. Il s'agit d'une base dans le poste administratif de Savane, district de Dondo, province de Sofala.

Conjoncture

avaient été démobilisés³⁴, dont un petit nombre de guérilleros de la *Junta militar* revenus au bercail. D'une certaine manière, la Renamo n'avait guère intérêt à forcer le mouvement car le maintien d'une force militaire est l'un de ses principaux arguments face au pouvoir, d'autant que les escadrons de la mort font reparler d'eux périodiquement³⁵. Mais elle ne pouvait pas non plus aller trop lentement en prenant le risque de perdre le soutien des militaires légitimistes qui attendent leur DDR. Par ailleurs, la perte de moyens financiers, liée à la baisse du nombre des députés et au score officiellement obtenu aux élections du 15 octobre 2019, rendait très difficile un soutien matériel direct de la Renamo à ses guérilleros en attente. Elle avait donc intérêt à régler ce problème. De son côté, le gouvernement du Frelimo, qui s'attendait à quelques centaines d'hommes « résiduels » (selon la formule officielle), ne voulait certainement pas payer (malgré le soutien financier de l'Union européenne) pour les plus de 5 000 soldats finalement déclarés et pouvait espérer que la lenteur du processus favoriserait les divisions au sein de la Renamo. Mais le pourrissement de la situation au Cabo Delgado avec l'extension de l'insurrection djihadiste l'incitait à régler les problèmes qui pouvaient l'être. Malgré divers changements et imprécisions, il semble que, pour les simples soldats, les dédommagements matériels reçus soient inférieurs à ce qui pouvait être espéré (quatre versements de 250 dollars durant la première année, attribution d'un hectare de terrain, sans que soit précisée l'attribution d'un DUAT en bonne et due forme³⁶ au lieu de la pension de retraite espérée, par exemple³⁷). Sur cet aspect, il y a peut-être un point d'accord entre le Frelimo et la Renamo : une démobilisation « bon marché ». Pourtant, l'Union européenne a mis à disposition du processus 60 millions d'euros – avec une telle somme placée ne serait-ce qu'à 3 %, on aurait obtenu en moyenne une somme annuelle modeste mais pérenne de 345 euros par ancien combattant ; et d'autres apports auraient permis le processus de DDR lui-même. Que sont devenus ces 60 millions d'euros ?

34. Divers articles sur la reprise du processus de DDR dans *Magazine Independente*, n° 677, 9 juin 2020 ; C. Novel, « Mais um teatro (?) no desarmamento da Renamo », *Zambeze*, n° 28, 11 juin 2020, p. 5 ; F. Guilengue, « Do DDR aos determinantes imaterias de satisfação de uma combatente », *Savana*, n° 1980, 19 juin 2020, p. 20.

35. K. Mwenda, « Na província de Manica, Renamo denuncia raptos e execuções dos seus membros », *Zambeze*, n° 911, 2 juillet 2020, p. 14.

36. Constitutionnellement, la terre est propriété de l'État au Mozambique. On peut en obtenir l'usufruit grâce à la délivrance d'un *Diploma de usufruto e aproveitamento da terra* (DUAT, Certificat d'usufruit et mise à profit de la terre). La délivrance discriminatoire des DUAT a toujours été un élément central dans le néopatrimonialisme du pouvoir.

37. Cette question est très importante compte tenu de la moyenne et de la médiane d'âge des démobilisés.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

Quoi qu'il en soit, fin juillet 2020, soit 45 jours après la réactivation du processus, 150 combattants de plus avaient été démobilisés (soit au total un peu moins de 10 % d'entre eux) et deux bases désactivées³⁸. On annonçait 1 000 démobilisés pour la mi-septembre. Si ce rythme se maintient, il faudra 470 jours (entre début juin 2020 et la mi-septembre 2021 alors que la nouvelle date officielle pour l'achèvement de la DDR est le 30 juin 2021). Mais que deviendront les anciens combattants à la fin des quatre versements? Par ailleurs, les conditions de leur octroi sont très humiliantes pour les anciens guérilleros qu'ils sont: comme s'il s'agissait d'un contrôle judiciaire, le démobilisé doit se présenter au poste de police de la localité choisie pour recevoir son versement. Pourquoi ne pas avoir permis aux anciens soldats, socialisés depuis des décennies au sein de la Renamo, de rester dans les bases où ils vivent avec femmes et enfants pour en faire officiellement des villages – avec attribution élargie de DUAT? La vision défendue par le gouvernement (et semble-t-il acceptée par la Renamo même si celle-ci continue à réclamer des pensions pérennes) vise sans doute plus à disperser – et ainsi à faire disparaître – ces quelques milliers d'hommes qu'à les réintégrer paisiblement – et à moindres frais – là où, de fait, ils vivaient en bonne intelligence avec la population environnante.

Quel avenir pour la Renamo et l'opposition au Mozambique? Tout d'abord, il est extrêmement peu probable que la Renamo « officielle » reprenne la guerre. Ossufo Momade est certes un ancien militaire, mais « urbanisé » depuis plus de 25 ans et qui, suite à son refus de reconnaître le résultat des élections du 15 octobre 2019, n'est pas reparti en brousse comme l'aurait sans doute fait Afonso Dhlakama. L'accord pour que les députés acceptent leur investiture et l'acceptation par Ossufo Momade du statut de « principal dirigeant de l'opposition » vont dans le même sens³⁹. On l'a vu, il dénonce le retour des escadrons de la mort au Cabo Delgado et dans le centre du pays autour de Gorongosa⁴⁰. Face à l'immobilité du parti, il est possible que la *Junta* se développe un peu, se considérant comme la « Renamo pure » face à la « trahison »

38. A. Nhamossa, « Análise de 45 dias do DDR: "Balanço positivo revela alinhamento" », *Savana*, n° 1386, 31 juillet 2020, p. 4. La seconde base est située à Mangomonhe, dans le poste de Muxúnguè, district de Chibabava, comme la première dans la province de Sofala.

39. « Conselho de ministros aprovou regalias para acomodar Ossufo Momade », *CanalMoz*, n° 2694, 22 avril 2020, p. 1.

40. « Renamo acusa Nyusi de indiferença perante reactivação dos esquadrões de morte », *Mediafax*, n° 7057, 28 avril 2020, p. 4; « Assassinatos e agressões em Cabo Delgado. Renamo denuncia atrocidades praticadas pelas Forças de Defesa e Segurança », *Canal de Moçambique*, n° 561, 29 avril 2020, p. 16 et 20.

Conjoncture

de la Renamo officielle. Elle réclame un congrès extraordinaire, que refuse Ossufo Momade. Mais la majorité des militaires semblent être restés loyaux à O. Momade dans l'espoir d'être intégrés dans le processus de DDR, malgré ses faiblesses structurelles. On l'a vu, des défections de militaires souhaitant être démobilisés pourraient affaiblir la *Junta*.

Un facteur très important pour l'avenir doit être noté : dans un pays où la majorité de la population est née après la fin de la guerre civile (1992), celle-ci n'est plus un facteur politique important (sauf à l'intérieur de la Renamo). Cela explique très probablement ce que l'on a commencé à noter dès 2013, à savoir la forte hausse du vote Renamo et MDM dans les villes du Sud (Maputo, Matola). Ainsi, tendanciellement, la vieille double opposition entre Frelimo, parti des villes et parti du Sud, et Renamo, parti des campagnes et parti du Centre et du Nord, qui était de toute manière trop simpliste, va perdre de sa pertinence. Sans fraude, le Frelimo aurait très probablement perdu la capitale dès les élections municipales de 2013⁴¹ (au profit du Mouvement démocratique du Mozambique, second parti d'opposition) et la troisième ville du pays, Matola, en 2018 (au profit de la Renamo). On a là un fait majeur qui, à terme, pourrait partiellement bouleverser le paysage politique du pays alors même que le Frelimo fait les plus grands efforts pour apparaître aussi comme un « parti du Nord ».

Ce qui ne risque guère de changer est la bipolarisation politique : un moment menacé par l'émergence du MDM (une scission de la Renamo), elle s'est renforcée à nouveau quand la Renamo a cessé de boycotter les élections municipales en 2018, reprenant au MDM une partie des mairies que celui-ci avait gagnées en 2013. Cela a provoqué une hémorragie de militants du MDM vers la Renamo (parfois un retour de militants qui étaient partis au MDM en 2008-2009). Pour des raisons historiques, il n'y a pas d'espace au Mozambique pour plusieurs partis politiques importants, et même le nombre total de partis (une vingtaine) est bien plus faible que dans d'autres pays africains⁴².

Mais à plus court terme, si, lors des prochaines élections générales (2024), l'opposition se présente sous les mêmes modalités que depuis 2009 (avec, face au Frelimo, la Renamo, le MDM et quelques groupuscules), la défaite est quasiment assurée (sauf en cas de scission interne du Frelimo autour d'enjeux économiques). En fait, même s'il est difficile de l'affirmer dès aujourd'hui avec certitude, on peut avancer que les élections de 2019 auront été la fin d'une période politique : la génération qui a fondé la Renamo et le MDM a échoué

41. Une panne d'électricité avait opportunément plongé la ville dans le noir au moment du dépouillement.

42. M. Cahen, « Mozambique : histoire géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopie*, n° 1, 1994, p. 213-266.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

à ébranler le pouvoir d'État du Frelimo même si elle garde la main sur les appareils de ses propres partis. Le grand espoir suscité par la forte montée de la Renamo en 2014 (par rapport à 2009 – son pire résultat de tous les temps) et qui a irrigué la campagne électorale de 2019, dans l'attente de la poursuite de cette croissance, est totalement retombé.

Le renouveau de l'opposition passerait d'abord par son unification et son rajeunissement, ce qui supposerait que les « présidents » actuels acceptent de passer la main. Or c'est peu probable. L'apparition de nouveaux partis peut se produire – cela s'est vu lors de ces élections – mais ils ont du mal à dépasser l'état groupusculaire. Cependant, ces petits partis, souvent riches en cadres de qualité, pourraient rejoindre une fusion des partis d'opposition élisant une direction unifiée et fortement rajeunie. Mais ce processus de fusion signifierait en même temps une modification de la nature de la Renamo (et sans doute aussi du MDM) sous deux aspects : d'une part, un effacement de sa culture militariste même si elle devait être marquée par la conservation d'un certain bonapartisme ; d'autre part, la transformation de la Renamo, que j'ai analysée ailleurs comme une formation plébéienne⁴³, en un parti socialement urbain, même en l'absence d'industrialisation et de prolétariat consistants, en un parti clairement représentatif de la plèbe urbaine. Le Mozambique est moins urbanisé que d'autres pays africains mais son évolution va dans ce sens. Cependant, ce changement sur le plan politique pourrait se faire sans la Renamo si elle reste incapable de se construire en dehors des périodes de campagnes électorales et continue d'accepter sans guère réagir ses défaites. Aujourd'hui, tout montre qu'elle n'a pas de stratégie et qu'elle est uniquement en quête des accommodements lui permettant de survivre.

On a en effet l'impression que le président de la Renamo, Ossufo Momade, a l'intention de (ou ne peut que) développer une ligne modérée, un peu comme celle de son prédécesseur Afonso Dhlakama entre 2001 et 2012 qui faillit lui coûter sa place. Momade a vécu la « période radicale » (2012-2016) depuis la ville où il était député et on ne l'avait guère entendu à cette époque. Par ailleurs, Dhlakama était le commandant en chef depuis 1979, au temps de la guerre civile, et fut obéi tant dans ses périodes modérées que radicales. Il est peu probable qu'Ossufo Momade pourra développer aussi longtemps une telle orientation d'accommodement sans être contesté. On l'a vu, le Frelimo aurait tout intérêt à faire en sorte que la DDR soit plus une dispersion-disparition qu'une réintégration afin de provoquer un mécontentement interne à la

43. M. Cahen, « De la guerre civile à la plèbe : la Renamo du Mozambique. Trajectoire singulière ou signal d'évolution continentale ? », in Y. Guillaud et F. Létang, *Du social hors la loi. L'anthropologie analytique de Christian Geffray*, Marseille, IRD éditions, 2009, p. 73-88 ; M. Cahen, « *Não somos bandidos*... », *op. cit.*, p. 362.

Conjoncture

Renamo, en particulier parmi les militaires restés loyalistes, et de contrôler localement les anciens combattants revenus dans leurs villages d'origine.

Il faut tout de même remarquer un point positif dans l'histoire mozambicaine : à l'exception de la rébellion djihadiste du Nord qui recrute notamment parmi les Muane⁴⁴ (rébellion qui n'a pas du tout été le thème de cet article), il faut noter que toutes les tensions existant dans le pays ne se sont jamais soldées par une flambée de violences interethniques. En cela, le Mozambique connaît la même configuration que lors de la guerre civile (1976-1992) au cours de laquelle l'ethnicité avait certes été un facteur parmi d'autres, mais où la guerre n'avait jamais été interethnique.

Mais le mécontentement (urbain et rural) ne sera pas restreint aux franges militantes. Il risque d'être massif dans la société face à un gouvernement qui n'a aucune raison de modifier sa raison d'être : « réussir le processus de production d'une bourgeoisie nationale nécessaire au développement du pays », et accaparer la majeure partie des royalties des nouvelles et gigantesques ressources minérales au profit de l'élite. Or si le mécontentement ne peut s'exprimer sur le plan électoral en raison d'une fraude systémique, et même plus généralement sur le plan politique en raison d'une répression rapide et massive, il devrait s'exprimer, tôt ou tard, d'une autre manière. En l'absence d'un mouvement syndical bien organisé, même uniquement urbain, et dans la mesure où les principales ONG (souvent vraiment indépendantes du pouvoir) n'ont jamais réussi à devenir de vrais mouvements sociaux, il est difficile de préciser quelle forme cela prendra. Il n'y a plus eu d'émeutes de la faim comme en 2008 et 2010 car premièrement les gens ont peur et deuxièmement le pouvoir sait désormais bloquer très rapidement les réseaux sociaux et les diverses messageries électroniques. La Renamo est également peu active sur ces nouveaux médias. Mais la question principale reste de savoir si un parti plébéien et militariste peut durablement exprimer des aspirations sociales qui devraient le classer « à gauche » alors que toute sa tradition est « de droite » ■

Michel Cahen

CNRS,

Les Afriques dans le monde (Lam)

44. Les Muane (ou Mwani) sont un groupe ethnique de l'est côtier du Cabo Delgado, majoritairement musulman, héritier de certains sultanats de type swahili de la période historique précédente.

La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)

Abstract

RENAMO at the Time of its Sixth Defeat in the General Elections (October 15, 2019, Mozambique)

On October 15, 2019, Mozambique held its sixth multi-party elections. For the sixth time, RENAMO, the former rebellion (1977–1992), was defeated and did not recognize the results, alleging fraud. FRELIMO, in power since 1975, won the election with 73 percent of the vote, which has been widely discredited. The power of this party-state is a central explanatory element, but it cannot be the only one. RENAMO's umpteenth defeat also raises questions about the nature and culture of this party.